

**MEMORIAL**
  
**Journal Officiel**
  
**du Grand-Duché de**
  
**Luxembourg**



**MEMORIAL**
  
**Amtsblatt**
  
**des Großherzogtums**
  
**Luxemburg**

---

**RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE**

---

**B — N° 73**

**9 décembre 2003**

---

**S o m m a i r e**

<b>Arrêté grand-ducal du 17 novembre 2003 portant nomination à l'Université du Luxembourg de fonctionnaires de l'Institut Supérieur de Technologie.....</b>	<b>page 1112</b>
<b>Arrêté grand-ducal du 24 novembre 2003 portant nomination des délégués du Gouvernement du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat .....</b>	<b>1112</b>
<b>Arrêté grand-ducal du 24 novembre 2003 portant nomination des membres du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat .....</b>	<b>1113</b>
<b>Arrêté grand-ducal du 24 novembre 2003 portant nomination des membres de la Commission des Pensions .....</b>	<b>1114</b>
<b>Entreprises d'assurances – Transfert du portefeuille « Responsabilité Civile générale » de la succursale belge de la compagnie d'assurances de droit allemand « AXA VERSICHERUNG AG » vers la succursale belge de l'entreprise d'assurances de droit français « EUROMAF » .....</b>	<b>1114</b>
<b>Ministère de la Santé – Service National de Santé au Travail .....</b>	<b>1114</b>

---

Palais de Luxembourg, le 24 novembre 2003.  
**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 24 novembre 2003 portant nomination des membres du Conseil de discipline des fonctionnaires de l'Etat.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 59, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, tel qu'il a été modifié par la suite;

Vu Notre arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2000 portant nomination des membres du Conseil de discipline pour un terme de trois ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Réforme Administrative, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres du Conseil de discipline, pour un terme de trois ans à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2003:

**a) Membres effectifs**

Mme Marie-Jeanne HAVE	Président de chambre à la Cour d'Appel, président
M. Georges SANTER	Président de chambre à la Cour d'Appel
M. Pierre NEYENS	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
M. Daniel ANDRICH	Conseiller de Gouvernement première classe au Service Central de Législation
M. Ferdinand HOFFSTETTER	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural

**b) Membres suppléants**

Mme Eliette BAULER	Président de chambre à la Cour d'Appel
Mme Edmée CONZEMIUS	Premier Conseiller à la Cour d'Appel
M. Pierre LAMMAR	Attaché de Gouvernement premier en rang au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
M. Jeff FETTES	Attaché de Gouvernement au Ministère d'Etat
M. Romain WOLFF	Inspecteur principal auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

**c) Deuxièmes membres suppléants**

M. Romain LUDOVICY	Premier Conseiller à la Cour d'Appel
M. Camille HOFFMANN	Conseiller à la Cour d'Appel
Mme Liette KIES	Conseiller de direction 1 <sup>ère</sup> classe au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
M. Luc FELLER	Attaché de Gouvernement au Ministère d'Etat
M. Claude HEISER	Professeur d'enseignement secondaire au Lycée Classique de Diekirch

**Art. 2.** Notre Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de la Fonction Publique  
et de la Réforme Administrative,  
Lydie Polfer*

Palais de Luxembourg, le 24 novembre 2003.  
**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 24 novembre 2003 portant nomination des membres de la Commission des Pensions.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les articles 47 de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat et 68 de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Fonction publique et de la Réforme Administrative et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres effectifs de la Commission des Pensions avec effet à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2003 et pour une durée de 3 ans :

M. Marc SCHLUNGS,	Conseiller à la Cour de cassation, président
Mme Edmée CONZEMIUS,	Premier Conseiller à la Cour d'appel, membre
M. Pierre NEYENS,	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, membre
M. Nicolas RUME,	Directeur adjoint de la Santé, membre-docteur
M. Ferd MILBERT,	Instituteur d'enseignement préparatoire, membre-représentant du personnel.

**Art. 2.** Sont nommés membres suppléants de la Commission pour la même durée :

M. Georges SANTER,	Président de chambre à la Cour d'appel,
Mme Eliane EICHER,	Conseiller à la Cour d'appel,
Mme Liette KIES,	Conseiller de direction 1 <sup>ère</sup> classe au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative,
Mme Margot MULLER,	Médecin-chef de division à la Direction de la Santé,
M. Camille WEYDERT,	Commissaire en chef de la Police Grand-Ducale.

**Art. 3.** La Commission des Pensions, composée comme il est dit ci-dessus, est également compétente pour connaître des cas relatifs aux fonctionnaires et employés de l'Office des Assurances Sociales, de la Caisse de Pension des Employés Privés et des différentes Caisses de Maladie.

**Art. 4.** Notre Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de la Fonction Publique  
et de la Réforme Administrative,  
Lydie Polfer*

Palais de Luxembourg, le 24 novembre 2003.  
**Henri**

**Entreprises d'assurances. – Transfert du portefeuille «Responsabilité Civile Générale» de la succursale belge de la compagnie d'assurances de droit allemand «AXA VERSICHERUNG AG» vers la succursale belge de l'entreprise d'assurances de droit français «EUROMAF».** – La *Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BAFIN)*, autorité de contrôle allemande du secteur des assurances, a informé le Commissariat aux Assurances en date du 4 juin 2003 du transfert du portefeuille «Responsabilité Civile Générale» de la succursale belge de l'entreprise de droit allemand «AXA VERSICHERUNG AG» vers la succursale belge de l'entreprise de droit français «EUROMAF» avec effet au 7 octobre 2003.

Le transfert devient opposable de plein droit aux preneurs d'assurance, assurés, bénéficiaires et autres créanciers dès cette publication.

**Ministère de la Santé. – Service National de Santé au Travail.** – Le taux de cotisation à charge des employeurs optant pour le recours au service national de santé au travail est fixé à 0,11% pour l'exercice 2004, en conformité de l'article 6 de la loi du 14 décembre 2001 concernant les services de santé au travail.

